

# Journal officiel de l'Union européenne

L 6



Édition  
de langue française

## Législation

57<sup>e</sup> année

10 janvier 2014

---

Sommaire

I Actes législatifs

BUDGETS

2014/1/UE, Euratom:

★ **Adoption définitive du budget rectificatif n° 6 de l'Union européenne pour l'exercice 2013** 1

Prix: 3 EUR

FR

---

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

---

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

Les recettes éventuelles prévues à l'article 21, paragraphes 2 et 3, du règlement financier, inscrites aux titres 5 et 6 de l'état des recettes, peuvent donner lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Les chiffres de l'exécution renvoient à tous les crédits autorisés, y compris les crédits budgétaires, les crédits supplémentaires et les recettes affectées.

---

Un règlement financier révisé est entré en vigueur le 27 octobre 2012 [règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1)]. Conformément à l'article 212 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, certains articles du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 continuent de s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2013.

Dans le budget 2013, toutes les références au règlement financier se rapportent au règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, à l'exception des articles du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 qui continuent de s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2013.

## I

(Actes législatifs)

## BUDGETS

## PARLEMENT EUROPÉEN

## ADOPTION DÉFINITIVE

**du budget rectificatif n° 6 de l'Union européenne pour l'exercice 2013**

(2014/1/UE, Euratom)

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 314, paragraphe 4, point a), et paragraphe 9,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 106 *bis*,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil <sup>(1)</sup>,

vu l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière <sup>(2)</sup>,

vu le budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2013, définitivement adopté le 12 décembre 2012 <sup>(3)</sup>,

vu le projet de budget rectificatif n° 6 de l'Union européenne pour l'exercice 2013, établi par la Commission le 10 juillet 2013,

vu la position sur le projet de budget rectificatif n° 6/2013, adoptée par le Conseil le 21 octobre 2013,

vu les articles 75 *ter* et 75 *sexies* de son règlement,

vu l'approbation par le Parlement de la position du Conseil, le 24 octobre 2013,

<sup>(1)</sup> JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

<sup>(2)</sup> JO C 139 du 14.6.2006, p. 1.

<sup>(3)</sup> JO L 66 du 8.3.2013.

CONSTATE:

*Article unique*

La procédure prévue à l'article 314 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est achevée, et le budget rectificatif n° 6 de l'Union européenne pour l'exercice 2013 est définitivement adopté.

Fait à Strasbourg, le 24 octobre 2013.

*Le président*  
M. SCHULZ

---

**BUDGET RECTIFICATIF N° 6 POUR L'EXERCICE 2013**

## SOMMAIRE

	Page
<b>ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES</b>	
A. Introduction et financement du budget général .....	5
B. État général des recettes par ligne budgétaire .....	17
— Recettes .....	17
— Titre 1: Ressources propres .....	18
— Titre 3: Excédents, soldes et ajustements .....	32
— Titre 6: Contributions et restitutions dans le cadre des accords et programmes de l'Union .....	35
— Titre 7: Intérêts de retard et amendes .....	38
<b>ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION</b>	
<b>Section III: Commission</b> .....	<b>41</b>
— Recettes .....	42
— Titre 6: Contributions et restitutions dans le cadre des accords et programmes de l'Union .....	43
— Titre 7: Intérêts de retard et amendes .....	46



## A. INTRODUCTION ET FINANCEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL

## FINANCEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL

**Crédits à couvrir pendant l'exercice 2013, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes**

## DÉPENSES

Description	Budget 2013 <sup>(1)</sup>	Budget 2012 <sup>(2)</sup>	Variation (en %)
1. Croissance durable	65 745 055 888	60 287 086 467	+ 9,05
2. Conservation et gestion des ressources naturelles	57 882 716 075	58 044 868 674	- 0,28
3. Citoyenneté, liberté, sécurité et justice	1 665 028 144	2 182 532 099	- 23,71
4. L'UE acteur mondial	6 727 745 950	6 966 011 071	- 3,42
5. Administration	8 430 049 740	8 277 736 996	+ 1,84
6. Compensations	75 000 000	p.m.	—
<b>Total des dépenses <sup>(3)</sup></b>	<b>140 525 595 797</b>	<b>135 758 235 307</b>	<b>+ 3,51</b>

<sup>(1)</sup> Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2013 (JO L 66 du 8.3.2013, p. 1) augmenté des budgets rectificatifs n° 1/2013 à n° 6/2013.  
<sup>(2)</sup> Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2012 (JO L 56 du 29.2.2012, p. 1), augmenté des budgets rectificatifs n° 1/2012 à n° 6/2012.  
<sup>(3)</sup> Le troisième alinéa de l'article 310, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne stipule que «le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses».

## RECETTES

Description	Budget 2013 <sup>(1)</sup>	Budget 2012 <sup>(2)</sup>	Variation (en %)
Recettes diverses (titres 4 à 9)	3 067 967 007	5 109 219 138	- 39,95
Excédent disponible de l'exercice précédent (chapitre 3 0, article 3 0 0)	1 023 276 526	1 496 968 014	- 31,64
Excédent de ressources propres provenant du reversement de l'excédent du Fonds de garantie relatif aux actions extérieures (chapitre 3 0, article 3 0 2)	34 000 000	p.m.	—
Soldes des ressources propres provenant de la TVA et des ressources propres fondées sur le PNB/RNB relatif aux exercices antérieurs (chapitres 3 1 et 3 2)	p.m.	497 328 000	—
<b>Total des recettes des titres 3 à 9</b>	<b>4 125 243 533</b>	<b>7 103 515 152</b>	<b>- 41,93</b>
Montant net des droits de douane et des cotisations dans le secteur du sucre (chapitres 1 1 et 1 2)	14 822 700 000	16 824 200 000	- 11,90
Ressource propre «TVA» au taux uniforme (tableaux 1 et 2, chapitre 1 3)	14 680 052 250	14 546 298 300	+ 0,92
Reste à financer par la ressource complémentaire (ressource propre «RNB», tableau 3, chapitre 1 4)	106 897 600 014	97 284 221 855	+ 9,88
Crédits à couvrir par les ressources propres visées à l'article 2 de la décision 2007/436/CE, Euratom <sup>(3)</sup>	136 400 352 264	128 654 720 155	+ 6,02
<b>Total des recettes <sup>(4)</sup></b>	<b>140 525 595 797</b>	<b>135 758 235 307</b>	<b>+ 3,51</b>
<p><sup>(1)</sup> Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2013 (JO L 66 du 8.3.2013, p. 1) augmenté des budgets rectificatifs n° 1/2013 à n° 6/2013.</p> <p><sup>(2)</sup> Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2012 (JO L 56 du 29.2.2012, p. 1), augmenté des budgets rectificatifs n° 1/2012 à n° 6/2012.</p> <p><sup>(3)</sup> Les ressources propres pour le budget 2013 sont déterminées sur la base des prévisions budgétaires adoptées lors de la 157<sup>e</sup> réunion du comité consultatif des ressources propres du 16 mai 2013.</p> <p><sup>(4)</sup> Le troisième alinéa de l'article 310, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne stipule que «le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses».</p>			

TABLEAU 1

Calcul de l'écrêtement des assiettes harmonisées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision 2007/436/CE, Euratom

États membres	1 % de l'assiette «TVA» non écrêtée	1 % du revenu national brut	Taux d'écrêtement (en %)	1 % du revenu national brut multiplié par le taux d'écrêtement	1 % de l'assiette «TVA» écrêtée (1)	États membres dont l'assiette «TVA» est écrêtée
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Belgique	1 631 283 000	3 877 393 000	50	1 938 696 500	1 631 283 000	
Bulgarie	194 161 000	397 949 000	50	198 974 500	194 161 000	
République tchèque	644 705 000	1 426 011 000	50	713 005 500	644 705 000	
Danemark	991 349 000	2 560 709 000	50	1 280 354 500	991 349 000	
Allemagne	11 984 505 000	27 506 133 000	50	13 753 066 500	11 984 505 000	
Estonie	83 390 000	172 115 000	50	86 057 500	83 390 000	
Irlande	647 800 000	1 339 499 000	50	669 749 500	647 800 000	
Grèce	665 477 000	1 822 077 000	50	911 038 500	665 477 000	
Espagne	4 514 417 000	10 333 689 000	50	5 166 844 500	4 514 417 000	
France	9 455 357 000	20 988 347 000	50	10 494 173 500	9 455 357 000	
Croatie (2)	135 631 000	214 585 000	50	107 292 500	107 292 500	Croatie
Italie	6 433 181 000	15 597 102 000	50	7 798 551 000	6 433 181 000	
Chypre	112 028 000	159 579 000	50	79 789 500	79 789 500	Chypre
Lettonie	78 148 000	235 200 000	50	117 600 000	78 148 000	
Lituanie	133 025 000	331 882 000	50	165 941 000	133 025 000	
Luxembourg	258 448 000	328 739 000	50	164 369 500	164 369 500	Luxembourg
Hongrie	393 688 000	949 586 000	50	474 793 000	393 688 000	
Malte	51 125 000	65 487 000	50	32 743 500	32 743 500	Malte
Pays-Bas	2 590 688 000	6 109 220 000	50	3 054 610 000	2 590 688 000	
Autriche	1 445 272 000	3 183 411 000	50	1 591 705 500	1 445 272 000	
Pologne	1 892 725 000	3 856 841 000	50	1 928 420 500	1 892 725 000	
Portugal	769 403 000	1 595 090 000	50	797 545 000	769 403 000	
Roumanie	502 038 000	1 386 216 000	50	693 108 000	502 038 000	
Slovénie	177 388 000	346 406 000	50	173 203 000	173 203 000	Slovénie
Slovaquie	252 900 000	724 695 000	50	362 347 500	252 900 000	
Finlande	944 514 000	1 996 767 000	50	998 383 500	944 514 000	
Suède	1 903 201 000	4 356 214 000	50	2 178 107 000	1 903 201 000	
Royaume-Uni	9 574 379 000	19 568 770 000	50	9 784 385 000	9 574 379 000	
<b>Total</b>	<b>58 460 226 000</b>	<b>131 429 712 000</b>		<b>65 714 856 000</b>	<b>58 283 004 000</b>	

(1) L'assiette à prendre en compte n'excède pas 50 % du RNB.

(2) Les assiettes RNB et TVA de la Croatie ont été réduites de moitié afin de limiter la contribution de ce pays étant donné que le traité d'adhésion est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

TABLEAU 2

Répartition des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision 2007/436/CE, Euratom (chapitre 1 3)

État membre	1 % de l'assiette «TVA» écartée	Taux uniforme de la ressource propre «TVA» <sup>(1)</sup> (en %)	Ressource propre «TVA» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)
Belgique	1 631 283 000	0,300	489 384 900
Bulgarie	194 161 000	0,300	58 248 300
République tchèque	644 705 000	0,300	193 411 500
Danemark	991 349 000	0,300	297 404 700
Allemagne	11 984 505 000	0,150	1 797 675 750
Estonie	83 390 000	0,300	25 017 000
Irlande	647 800 000	0,300	194 340 000
Grèce	665 477 000	0,300	199 643 100
Espagne	4 514 417 000	0,300	1 354 325 100
France	9 455 357 000	0,300	2 836 607 100
Croatie <sup>(2)</sup>	107 292 500	0,300	32 187 750
Italie	6 433 181 000	0,300	1 929 954 300
Chypre	79 789 500	0,300	23 936 850
Lettonie	78 148 000	0,300	23 444 400
Lituanie	133 025 000	0,300	39 907 500
Luxembourg	164 369 500	0,300	49 310 850
Hongrie	393 688 000	0,300	118 106 400
Malte	32 743 500	0,300	9 823 050
Pays-Bas	2 590 688 000	0,100	259 068 800
Autriche	1 445 272 000	0,225	325 186 200
Pologne	1 892 725 000	0,300	567 817 500
Portugal	769 403 000	0,300	230 820 900
Roumanie	502 038 000	0,300	150 611 400
Slovénie	173 203 000	0,300	51 960 900
Slovaquie	252 900 000	0,300	75 870 000
Finlande	944 514 000	0,300	283 354 200
Suède	1 903 201 000	0,100	190 320 100
Royaume-Uni	9 574 379 000	0,300	2 872 313 700
<b>Total</b>	<b>58 283 004 000</b>		<b>14 680 052 250</b>

(1) Pour la période 2007-2013 uniquement, le taux d'appel de la ressource TVA est fixé à 0,225 % pour l'Autriche, à 0,15 % pour l'Allemagne et à 0,10 % pour les Pays-Bas et la Suède.

(2) L'assiette TVA de la Croatie a été réduite de moitié afin de limiter la contribution de ce pays étant donné que le traité d'adhésion est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

**TABLEAU 3**

Détermination du taux uniforme et répartition des ressources fondées sur le revenu national brut conformément à l'article 2, paragraphe 1, point c), de la décision 2007/436/CE, Euratom (chapitre 1 4)

États membres	1 % du revenu national brut	Taux uniforme de la ressource propre «assiette complémentaire»	Ressource propre «assiette complémentaire» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)
Belgique	3 877 393 000		3 153 655 286
Bulgarie	397 949 000		323 669 529
République tchèque	1 426 011 000		1 159 837 842
Danemark	2 560 709 000		2 082 737 931
Allemagne	27 506 133 000		22 371 955 007
Estonie	172 115 000		139 988 745
Irlande	1 339 499 000		1 089 473 804
Grèce	1 822 077 000		1 481 975 844
Espagne	10 333 689 000		8 404 846 489
France	20 988 347 000		17 070 751 266
Croatie <sup>(1)</sup>	214 585 000		174 531 475
Italie	15 597 102 000		12 685 813 167
Chypre	159 579 000		129 792 661
Lettonie	235 200 000	0,8133442 <sup>(2)</sup>	191 298 567
Lituanie	331 882 000		269 934 315
Luxembourg	328 739 000		267 377 974
Hongrie	949 586 000		772 340 309
Malte	65 487 000		53 263 475
Pays-Bas	6 109 220 000		4 968 898 935
Autriche	3 183 411 000		2 589 209 020
Pologne	3 856 841 000		3 136 939 435
Portugal	1 595 090 000		1 297 357 273
Roumanie	1 386 216 000		1 127 470 807
Slovénie	346 406 000		281 747 327
Slovaquie	724 695 000		589 426 508
Finlande	1 996 767 000		1 624 058 950
Suède	4 356 214 000		3 543 101 591
Royaume-Uni	19 568 770 000		15 916 146 482
<b>Total</b>	<b>131 429 712 000</b>		<b>106 897 600 014</b>

<sup>(1)</sup> L'assiette RNB de la Croatie a été réduite de moitié afin de limiter la contribution de ce pays étant donné que le traité d'adhésion est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013.  
<sup>(2)</sup> Calcul du taux: (106 897 600 014) / (131 429 712 000) = 0,813344246040804.

TABLEAU 4

Calcul de la réduction brute de la contribution RNB accordée aux Pays-Bas et à la Suède et son financement, conformément à l'article 2, paragraphe 5, de la décision 2007/436/CE, Euratom (chapitre 1 6)

État membre	Réduction brute	Parts dans les assiettes «RNB»	Clé RNB appliquée à la réduction brute	Financement de la réduction en faveur des Pays-Bas et de la Suède
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (3)
Belgique		2,95	25 535 591	25 535 591
Bulgarie		0,30	2 620 798	2 620 798
République tchèque		1,08	9 391 370	9 391 370
Danemark		1,95	16 864 223	16 864 223
Allemagne		20,93	181 148 872	181 148 872
Estonie		0,13	1 133 509	1 133 509
Irlande		1,02	8 821 623	8 821 623
Grèce		1,39	11 999 767	11 999 767
Espagne		7,86	68 055 226	68 055 226
France		15,97	138 224 279	138 224 279
Croatie		0,16	1 413 206	1 413 206
Italie		11,87	102 718 817	102 718 817
Chypre		0,12	1 050 949	1 050 949
Lettonie		0,18	1 548 971	1 548 971
Lituanie		0,25	2 185 696	2 185 696
Luxembourg		0,25	2 164 997	2 164 997
Hongrie		0,72	6 253 748	6 253 748
Malte		0,05	431 282	431 282
Pays-Bas	- 693 598 388	4,65	40 233 876	- 653 364 512
Autriche		2,42	20 965 190	20 965 190
Pologne		2,93	25 400 241	25 400 241
Portugal		1,21	10 504 885	10 504 885
Roumanie		1,05	9 129 290	9 129 290
Slovénie		0,26	2 281 348	2 281 348
Slovaquie		0,55	4 772 669	4 772 669
Finlande		1,52	13 150 234	13 150 234
Suède	- 171 966 543	3,31	28 688 993	- 143 277 550
Royaume-Uni		14,89	128 875 281	128 875 281
<b>Total</b>	<b>- 865 564 931</b>	<b>100,00</b>	<b>865 564 931</b>	<b>0</b>

Déflateur des prix du PIB de l'UE, en EUR (prévisions économiques du printemps 2012):

(a) 2004 UE25 = 97,9307 / (b) 2006 UE25 = 102,2271 / (c) 2006 UE27 = 102,3225 / (d) 2013 UE27 = 112,3768

Montant forfaitaire pour les Pays-Bas, aux prix de 2013:

605 000 000 EUR × [(b/a) × (d/c)] = 693 598 388 EUR

Montant forfaitaire pour la Suède, aux prix de 2013:

150 000 000 EUR × [(b/a) × (d/c)] = 171 966 543 EUR

TABLEAU 5.1

Correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de l'exercice 2012 conformément à l'article 4 de la décision 2007/436/CE, Euratom (chapitre 1 5)

Description	Coefficient <sup>(1)</sup> (%)	Montant
1. Part du Royaume-Uni (en %) dans l'assiette «TVA» non écrêtée indicative	16,2252	
2. Part du Royaume-Uni (en %) dans le total des dépenses réparties, ajusté des dépenses liées à l'élargissement	7,2419	
3. (1) – (2)	8,9834	
<b>4. Total des dépenses réparties</b>		<b>125 988 772 407</b>
5. Dépenses liées à l'élargissement <sup>(2)</sup> = (5a + 5b)		30 204 999 085
5a. Dépenses de préadhésion		3 079 384 770
5b. Dépenses liées à l'article 4, paragraphe 1, point g)		27 125 614 315
6. Total des dépenses réparties, ajusté des dépenses liées à l'élargissement = (4) – (5)		95 783 773 323
7. Montant initial de la correction britannique = (3) × (6) × 0,66		5 679 045 800
8. Avantage du Royaume-Uni <sup>(3)</sup>		1 038 296 680
9. Correction de base en faveur du Royaume-Uni = (7) – (8)		4 640 749 120
10. Gains exceptionnels provenant des ressources propres traditionnelles <sup>(4)</sup>		9 347 792
11. Correction en faveur du Royaume-Uni = (9) – (10)		4 631 401 328

(<sup>1</sup>) Chiffres arrondis.  
(<sup>2</sup>) Le montant des dépenses liées à l'élargissement correspond aux éléments suivants: i) les paiements effectués au titre des crédits de 2003 en faveur des dix nouveaux États membres (qui ont adhéré à l'Union le 1<sup>er</sup> mai 2004), tels qu'ajustés par l'application du déflateur du PIB de l'Union pour les exercices 2004 à 2011, ainsi que les paiements effectués au titre des crédits de 2006 en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie, tels qu'ajustés par l'application du déflateur du PIB de l'Union pour les exercices 2007 à 2011 (5a); et ii) le total des dépenses réparties dans ces États membres, sauf pour les paiements agricoles directs et les dépenses liées au marché, ainsi que la partie des dépenses de développement rural provenant de la section «Garantie» (5b) du FEOGA. Ce montant est déduit du total des dépenses réparties afin que les dépenses non compensées avant l'élargissement le demeurent après celui-ci.  
(<sup>3</sup>) L'«avantage du Royaume-Uni» correspond aux effets découlant, pour le Royaume-Uni, du passage à la TVA écrêtée et de l'introduction de la ressource propre fondée sur le PNB/RNB.  
(<sup>4</sup>) Ces gains exceptionnels correspondent aux gains nets résultant pour le Royaume-Uni de l'augmentation — de 10 à 25 % au 1<sup>er</sup> janvier 2001 — du pourcentage des ressources propres traditionnelles conservé par les États membres pour couvrir les frais de perception des ressources propres traditionnelles (RPT).

En vertu de l'article 4, paragraphe 2, de la décision 2007/436/CE, Euratom, au cours de la période 2007-2013, la contribution supplémentaire du Royaume-Uni résultant de la réduction des dépenses réparties du montant des dépenses liées à l'élargissement, visée au paragraphe 1, point g), dudit article ne dépasse pas 10 500 000 000 EUR, aux prix de 2004. Les chiffres correspondants figurent dans le tableau ci-après.

Corrections britanniques 2007-2012 Différence dans le montant initial eu égard au seuil des 10,5 milliards d'EUR (Décision RP de 2007 par rapport à décision RP de 2000), en EUR	Différence à prix courants	Différence à prix constants de 2004
(A) Correction britannique 2007	0	0
(B) Correction britannique 2008	- 301 679 647	- 280 649 108
(C) Correction britannique 2009	- 1 349 749 997	- 1 276 489 414
(D) Correction britannique 2010	- 2 117 099 739	- 1 956 553 421
(E) Correction britannique 2011	- 2 355 028 746	- 2 146 661 679
(F) Correction britannique 2012	- 2 904 788 069	- 2 586 455 037
<b>(G) Somme des différences = (A) + (B) + (C) + (D) + (E) + (F)</b>	<b>- 9 028 346 199</b>	<b>- 8 246 808 658</b>

TABLEAU 5.2

Correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de l'exercice 2009 <sup>(1)</sup> conformément à l'article 4 de la décision 2007/436/CE, Euratom (chapitre 3 5)

Description	Coefficient <sup>(2)</sup> (%)	Montant
1. du Royaume-Uni (en %) dans l'assiette «TVA» non écartée indicative	15,6778	
2. Part du Royaume-Uni (en %) dans le total des dépenses réparties, ajusté des dépenses liées à l'élargissement	7,2711	
3. (1) – (2)	8,4067	
<b>4. Total des dépenses réparties</b>		<b>101 944 631 886</b>
5. Dépenses liées à l'élargissement <sup>(3)</sup> = (5a + 5b)		16 058 645 493
5a. Dépenses de préadhésion		3 014 247 673
5b. Dépenses liées à l'article 4, paragraphe 1, point g)		13 044 397 819
6. Total des dépenses réparties, ajusté des dépenses liées à l'élargissement = (4) – (5)		85 885 986 393
7. Montant initial de la correction britannique = (3) × (6) × 0,66		4 765 344 613
8. Avantage du Royaume-Uni <sup>(4)</sup>		1 377 819 752
9. Correction de base en faveur du Royaume-Uni = (7) – (8)		3 387 524 861
10. Gains exceptionnels provenant des ressources propres traditionnelles <sup>(5)</sup>		– 9 136 343
11. Correction en faveur du Royaume-Uni = (9)-(10)		3 396 661 203

(1) Note: la différence de 122 818 274 EUR entre le montant définitif de la correction britannique pour 2009 (3 396 661 203 EUR, comme calculé ci-dessus) et le montant précédemment budgétisé pour la correction britannique de 2009 (3 519 479 477 EUR, figurant dans le BR n° 4/2010) est financée au chapitre 3 5 du PBR n° 6/2013. Cet impact constitue l'«effet direct» de la correction britannique.

(2) Chiffres arrondis.

(3) Le montant des dépenses liées à l'élargissement correspond aux éléments suivants: i) les paiements effectués au titre des crédits de 2003 en faveur des dix nouveaux États membres (qui ont adhéré à l'Union le 1<sup>er</sup> mai 2004), tels qu'ajustés par l'application du déflateur du PIB de l'Union pour les exercices 2004 à 2008, ainsi que les paiements effectués au titre des crédits de 2006 en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie, tels qu'ajustés par l'application du déflateur du PIB de l'Union pour l'exercice 2008 (5a); et ii) le total des dépenses réparties dans ces États membres, sauf pour les paiements agricoles directs et les dépenses liées au marché, ainsi que la partie des dépenses de développement rural provenant de la section «Garantie» du FEOGA (5b). Ce montant est déduit du total des dépenses réparties afin que les dépenses non compensées avant l'élargissement le demeurent après celui-ci.

(4) L'«avantage du Royaume-Uni» correspond aux effets découlant, pour le Royaume-Uni, du passage à la TVA écartée et de l'introduction de la ressource propre fondée sur le PNB/RNB.

(5) Ces gains exceptionnels correspondent aux gains nets résultant pour le Royaume-Uni de l'augmentation — de 10 à 25 % au 1<sup>er</sup> janvier 2001 — du pourcentage des ressources propres traditionnelles conservé par les États membres pour couvrir les frais de perception des ressources propres traditionnelles (RPT).

TABLEAU 6.1

Calcul du financement de la correction en faveur du Royaume-Uni arrêtée à — 4 631 401 328 EUR (chapitre 1 5)

États membres	Parts dans les assiettes «RNB»	Parts sans le Royaume-Uni	Parts sans l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Royaume-Uni	Trois quarts de la part de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche et de la Suède dans la colonne (2)	Colonne (4) répartie selon la clé de la colonne (3)	Clé de financement	Clé de financement appliquée à la correction
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) + (4) + (5)	(7)
Belgique	2,95	3,47	5,48		1,51	4,98	230 617 663
Bulgarie	0,30	0,36	0,56		0,16	0,51	23 669 014
République tchèque	1,08	1,27	2,02		0,56	1,83	84 815 577
Danemark	1,95	2,29	3,62		1,00	3,29	152 304 583
Allemagne	20,93	24,59	0,00	– 18,44	0,00	6,15	284 710 504
Estonie	0,13	0,15	0,24		0,07	0,22	10 236 971
Irlande	1,02	1,20	1,89		0,52	1,72	79 670 059
Grèce	1,39	1,63	2,58		0,71	2,34	108 372 594
Espagne	7,86	9,24	14,62		4,03	13,27	614 622 042
France	15,97	18,76	29,68		8,19	26,95	1 248 334 520
Croatie	0,16	0,19	0,30		0,08	0,28	12 762 980
Italie	11,87	13,94	22,06		6,09	20,03	927 676 717
Chypre	0,12	0,14	0,23		0,06	0,20	9 491 361
Lettonie	0,18	0,21	0,33		0,09	0,30	13 989 109
Lituanie	0,25	0,30	0,47		0,13	0,43	19 739 513
Luxembourg	0,25	0,29	0,46		0,13	0,42	19 552 576
Hongrie	0,72	0,85	1,34		0,37	1,22	56 479 006
Malte	0,05	0,06	0,09		0,03	0,08	3 895 003
Pays-Bas	4,65	5,46	0,00	– 4,10	0,00	1,37	63 235 319
Autriche	2,42	2,85	0,00	– 2,13	0,00	0,71	32 950 853
Pologne	2,93	3,45	5,45		1,51	4,95	229 395 281
Portugal	1,21	1,43	2,26		0,62	2,05	94 871 974
Roumanie	1,05	1,24	1,96		0,54	1,78	82 448 669
Slovénie	0,26	0,31	0,49		0,14	0,44	20 603 365
Slovaquie	0,55	0,65	1,02		0,28	0,93	43 103 051
Finlande	1,52	1,79	2,82		0,78	2,56	118 762 720
Suède	3,31	3,89	0,00	– 2,92	0,00	0,97	45 090 304
Royaume-Uni	14,89	0,00	0,00		0,00	0,00	0
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>– 27,59</b>	<b>27,59</b>	<b>100,00</b>	<b>4 631 401 328</b>

Les calculs sont effectués avec une précision de quinze décimales.

**TABLEAU 6.2**

Financement de la correction définitive en faveur du Royaume-Uni pour 2009 (chapitre 3 5)

État membre	Montant
	(1)
Belgique	- 1 560 520
Bulgarie	347 361
République tchèque	638 761
Danemark	- 2 771 664
Allemagne	- 5 926 083
Estonie	- 102 455
Irlande	- 1 276 162
Grèce	- 11 973 529
Espagne	- 19 472 383
France	- 44 165 819
Italie	- 25 357 823
Chypre	- 337 011
Lettonie	85 188
Lituanie	- 214 388
Luxembourg	- 694 287
Hongrie	- 2 506 364
Malte	7 989
Pays-Bas	- 2 758 821
Autriche	- 712 461
Pologne	- 3 037 695
Portugal	- 244 526
Roumanie	23 753
Slovénie	- 485 496
Slovaquie	- 1 338 212
Finlande	- 1 122 623
Suède	2 136 996
Royaume-Uni	122 818 274
<b>Total</b>	<b>0</b>

TABLEAU 7

Récapitulatif du financement <sup>(1)</sup> du budget général par type de ressource propre et par État membre

État membre	Ressources propres traditionnelles (RPT)				Ressources propres «TVA» et «RNB», ajustements compris						Total ressources propres <sup>(2)</sup>
	Cotisations nettes dans le secteur du sucre (75 %)	Droits de douane nets (75 %)	Total des ressources propres traditionnelles nettes (75 %)	Frais de perception (25 % des RPT brutes) p.m.	Ressource propre TVA	Ressource propre RNB	Réduction en faveur des Pays-Bas et de la Suède	Correction britannique	Total «contributions nationales»	Part dans le total des «contributions nationales» (%)	
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) + (6) + (7) + (8)	(10)	(11) = (3) + (9)
Belgique	- 5 107 413	1 352 365 025	1 347 257 612	449 085 871	489 384 900	3 153 655 286	25 535 591	229 057 143	3 897 632 920	3,21	5 244 890 532
Bulgarie	400 000	44 250 631	44 650 631	14 883 544	58 248 300	323 669 529	2 620 798	24 016 375	408 555 002	0,34	453 205 633
République tchèque	6 147 964	170 476 673	176 624 637	58 874 879	193 411 500	1 159 837 842	9 391 370	85 454 338	1 448 095 050	1,19	1 624 719 687
Danemark	- 3 427 753	290 087 469	286 659 716	95 553 239	297 404 700	2 082 737 931	16 864 223	149 532 919	2 546 539 773	2,09	2 833 199 489
Allemagne	- 35 508 193	3 044 800 988	3 009 292 795	1 003 097 599	1 797 675 750	22 371 955 007	181 148 872	278 784 421	24 629 564 050	20,26	27 638 856 845
Estonie	0	20 918 480	20 918 480	6 972 827	25 017 000	139 988 745	1 133 509	10 134 516	176 273 770	0,14	197 192 250
Irlande	- 1 628 671	188 355 716	186 727 045	62 242 349	194 340 000	1 089 473 804	8 821 623	78 393 897	1 371 029 324	1,13	1 557 756 369
Grèce	492 476	102 268 125	102 760 601	34 253 534	199 643 100	1 481 975 844	11 999 767	96 399 065	1 790 017 776	1,47	1 892 778 377
Espagne	1 404 506	974 318 437	975 722 943	325 240 981	1 354 325 100	8 404 846 489	68 055 226	595 149 659	10 422 376 474	8,57	11 398 099 417
France	- 26 542 262	1 529 194 530	1 502 652 268	500 884 089	2 836 607 100	17 070 751 266	138 224 279	1 204 168 701	21 249 751 346	17,48	22 752 403 614
Croatie	0	16 359 324	16 359 324	5 453 108	32 187 750	174 531 475	1 413 206	12 762 980	220 895 411	0,18	237 254 735
Italie	33 737	1 337 263 006	1 337 296 743	445 765 581	1 929 954 300	12 685 813 167	102 718 817	902 318 894	15 620 805 178	12,85	16 958 101 921
Chypre	0	14 482 025	14 482 025	4 827 342	23 936 850	129 792 661	1 050 949	9 154 350	163 934 810	0,13	178 416 835
Lettonie	- 37 322	23 153 360	23 116 038	7 705 346	23 444 400	191 298 567	1 548 971	14 074 297	230 366 235	0,19	253 482 273
Lituanie	4 618 978	46 306 721	50 925 699	16 975 233	39 907 500	269 934 315	2 185 696	19 525 125	331 552 636	0,27	382 478 335
Luxembourg	0	10 816 821	10 816 821	3 605 607	49 310 850	267 377 974	2 164 997	18 858 289	337 712 110	0,28	348 528 931
Hongrie	1 785 663	85 104 244	86 889 907	28 963 302	118 106 400	772 340 309	6 253 748	53 972 642	950 673 099	0,78	1 037 563 006
Malte	0	9 118 312	9 118 312	3 039 437	9 823 050	53 263 475	431 282	3 902 992	67 420 799	0,06	76 539 111
Pays-Bas	- 5 775 660	1 763 856 967	1 758 081 307	586 027 102	259 068 800	4 968 898 935	- 653 364 512	60 476 498	4 635 079 721	3,81	6 393 161 028
Autriche	- 3 287 560	161 894 732	158 607 172	52 869 058	325 186 200	2 589 209 020	20 965 190	32 238 392	2 967 598 802	2,44	3 126 205 974
Pologne	20 381 502	357 133 880	377 515 382	125 838 461	567 817 500	3 136 939 435	25 400 241	226 357 586	3 956 514 762	3,25	4 334 030 144
Portugal	- 351 346	111 028 856	110 677 510	36 892 504	230 820 900	1 297 357 273	10 504 885	94 627 448	1 633 310 506	1,34	1 743 988 016
Roumanie	3 925 266	126 851 809	130 777 075	43 592 358	150 611 400	1 127 470 807	9 129 290	82 472 422	1 369 683 919	1,13	1 500 460 994
Slovénie	- 4 160	57 481 123	57 476 963	19 158 988	51 960 900	281 747 327	2 281 348	20 117 869	356 107 444	0,29	413 584 407
Slovaquie	2 242 348	91 272 513	93 514 861	31 171 621	75 870 000	589 426 508	4 772 669	41 764 839	711 834 016	0,59	805 348 877
Finlande	1 629 436	129 623 060	131 252 496	43 750 832	283 354 200	1 624 058 950	13 150 234	117 640 097	2 038 203 481	1,68	2 169 455 977
Suède	2 478 967	437 589 572	440 068 539	146 689 513	190 320 100	3 543 101 591	- 143 277 550	47 227 300	3 637 371 441	2,99	4 077 439 980
Royaume-Uni	1 529 497	2 360 927 601	2 362 457 098	787 485 699	2 872 313 700	15 916 146 482	128 875 281	- 4 508 583 054	14 408 752 409	11,85	16 771 209 507
<b>Total</b>	<b>- 34 600 000</b>	<b>14 857 300 000</b>	<b>14 822 700 000</b>	<b>4 940 900 004</b>	<b>14 680 052 250</b>	<b>106 897 600 014</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>121 577 652 264</b>	<b>100,00</b>	<b>136 400 352 264</b>

<sup>(1)</sup> p.m. (ressources propres + autres recettes = total des recettes = total des dépenses); (136 400 352 264 + 4 125 243 533 = 140 525 595 797 = 140 525 595 797).<sup>(2)</sup> Total des ressources propres en pourcentage du RNB: (136 400 352 264) / (13 142 971 200 000) = 1,04 %; plafond des ressources propres en pourcentage du RNB: 1,23 %.



## B. ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES PAR LIGNE BUDGÉTAIRE

## RECETTES

Titre	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
1	RESSOURCES PROPRES	137 629 352 264	- 1 229 000 000	136 400 352 264
3	EXCÉDENTS, SOLDES ET AJUSTEMENTS	1 057 276 526		1 057 276 526
4	RECETTES PROVENANT DES PERSONNES LIÉES AUX INSTITUTIONS ET AUTRES ORGANISMES DE L'UNION	1 278 186 868		1 278 186 868
5	RECETTES PROVENANT DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF DES INSTITUTIONS	53 884 139		53 884 139
6	CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS ET PROGRAMMES DE L'UNION	60 000 000		60 000 000
7	INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	413 000 000	1 229 000 000	1 642 000 000
8	EMPRUNTS ET PRÊTS	3 696 000		3 696 000
9	RECETTES DIVERSES	30 200 000		30 200 000
	<b>Total</b>	<b>140 525 595 797</b>	<b>0</b>	<b>140 525 595 797</b>

**TITRE 1**  
**RESSOURCES PROPRES**

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
1 1	COTISATIONS ET AUTRES DROITS PRÉVUS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION COMMUNE DES MARCHÉS DANS LE SECTEUR DU SUCRE [ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT A), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM]	123 400 000	- 158 000 000	- 34 600 000
1 2	DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS VISÉS À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT a), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM	18 654 200 000	- 3 796 900 000	14 857 300 000
1 3	RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT b), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM	15 063 857 425	- 383 805 175	14 680 052 250
1 4	RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT c), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM	103 787 894 839	3 109 705 175	106 897 600 014
1 5	CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES	0		0
1 6	RÉDUCTION BRUTE DE LA CONTRIBUTION RNB ANNUELLE ACCORDÉE AUX PAYS-BAS ET À LA SUÈDE	0		0
<b>Titre 1 — Total</b>		<b>137 629 352 264</b>	<b>- 1 229 000 000</b>	<b>136 400 352 264</b>

**TITRE 1**  
**RESSOURCES PROPRES**

**CHAPITRE 1 1 — COTISATIONS ET AUTRES DROITS PRÉVUS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION COMMUNE DES MARCHÉS DANS LE SECTEUR DU SUCRE [ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT a), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM]**

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
1 1	COTISATIONS ET AUTRES DROITS PRÉVUS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION COMMUNE DES MARCHÉS DANS LE SECTEUR DU SUCRE [ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT a), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM]			
<b>1 1 0</b>	<b><i>Cotisations à la production pour la campagne de commercialisation 2005/2006 et les années précédentes</i></b>	p.m.	- 214 000 000	- 214 000 000
<b>1 1 1</b>	<b><i>Cotisations liées au stockage du sucre</i></b>	p.m.		p.m.
<b>1 1 3</b>	<b><i>Montants perçus sur la production du sucre C, de l'isoglucose C et du sirop d'inuline C non exportée, ainsi qu'au titre du sucre C et de l'isoglucose C de substitution</i></b>	p.m.		p.m.
<b>1 1 7</b>	<b><i>Taxe à la production</i></b>	123 400 000		123 400 000
<b>1 1 8</b>	<b><i>Montants uniques prélevés sur les quotas additionnels de sucre et sur les quotas supplémentaires d'isoglucose</i></b>	p.m.		p.m.
<b>1 1 9</b>	<b><i>Prélèvement sur l'excédent</i></b>	p.m.	56 000 000	56 000 000
	<b>Chapitre 1 1 — Total</b>	<b>123 400 000</b>	<b>- 158 000 000</b>	<b>- 34 600 000</b>

**1 1 0** ***Cotisations à la production pour la campagne de commercialisation 2005/2006 et les années précédentes***

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
p.m.	- 214 000 000	- 214 000 000

*Commentaires*

L'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre prévoyait que les producteurs de sucre, d'isoglucose et de sirop d'inuline devaient verser les cotisations à la production de base et B. Ces cotisations étaient destinées à couvrir des dépenses de soutien du marché. Les montants inscrits au présent article découlent maintenant de la révision des cotisations établies antérieurement. Les cotisations relatives aux campagnes 2007/2008 et suivantes figurent à l'article 1 1 7 du présent chapitre en tant que «*taxe à la production*».

Les chiffres sont nets des frais de perception.

*Bases légales*

Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (JO L 178 du 30.6.2001, p. 1).

Décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17), et notamment son article 2, paragraphe 1, point a).

**CHAPITRE 1 1 — COTISATIONS ET AUTRES DROITS PRÉVUS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION COMMUNE DES MARCHÉS DANS LE SECTEUR DU SUCRE [ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT a), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM] (suite)**

**1 1 0 (suite)**

États membres	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
Belgique	p.m.	- 13 608 187	- 13 608 187
Bulgarie	—	—	—
République tchèque	p.m.	- 680 683	- 680 683
Danemark	p.m.	- 8 437 845	- 8 437 845
Allemagne	p.m.	- 71 022 930	- 71 022 930
Estonie	—	—	—
Irlande	p.m.	- 1 628 671	- 1 628 671
Grèce	p.m.	- 907 524	- 907 524
Espagne	p.m.	- 3 951 238	- 3 951 238
France	p.m.	- 66 471 563	- 66 471 563
Croatie	—	—	—
Italie	p.m.	- 5 433 959	- 5 433 959
Chypre	—	—	—
Lettonie	p.m.	- 37 322	- 37 322
Lituanie	p.m.	- 52 455	- 52 455
Luxembourg	—	—	—
Hongrie	p.m.	- 343 310	- 343 310
Malte	—	—	—
Pays-Bas	p.m.	- 16 005 676	- 16 005 676
Autriche	p.m.	- 6 487 560	- 6 487 560
Pologne	p.m.	- 3 906 994	- 3 906 994
Portugal	p.m.	- 551 346	- 551 346
Roumanie	—	—	—
Slovénie	p.m.	- 4 160	- 4 160
Slovaquie	p.m.	- 767 751	- 767 751
Finlande	p.m.	- 1 207 994	- 1 207 994
Suède	p.m.	- 3 009 989	- 3 009 989
Royaume-Uni	p.m.	- 9 482 843	- 9 482 843
<i>Total de l'article 1 1 0</i>	p.m.	- 214 000 000	- 214 000 000

**1 1 9**

**Prélèvement sur l'excédent**

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
p.m.	56 000 000	56 000 000

*Commentaires*

Un prélèvement sur l'excédent est perçu par les États membres auprès des entreprises concernées établies sur leur territoire, conformément à l'article 64 du règlement (CE) n° 1234/2007.

Les chiffres sont nets des frais de perception.

**CHAPITRE 11 — COTISATIONS ET AUTRES DROITS PRÉVUS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION COMMUNE DES MARCHÉS DANS LE SECTEUR DU SUCRE [ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT a), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM] (suite)**

**119 (suite)**

*Bases légales*

Règlement (CE) n° 318/2006 du Conseil du 20 février 2006 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (JO L 58 du 28.2.2006, p. 1), et notamment son article 15.

Règlement (CE) n° 967/2006 de la Commission du 29 juin 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 318/2006 du Conseil en ce qui concerne la production hors quota dans le secteur du sucre (JO L 176 du 30.6.2006, p. 22).

Décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17), et notamment son article 2, paragraphe 1, point a).

Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique») (JO L 299 du 16.11.2007, p. 1). 1).

États membres	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
Belgique	p.m.	1 900 774	1 900 774
Bulgarie	p.m.	—	p.m.
République tchèque	p.m.	3 428 647	3 428 647
Danemark	p.m.	1 610 092	1 610 092
Allemagne	p.m.	9 214 737	9 214 737
Estonie	—	—	—
Irlande	p.m.	—	p.m.
Grèce	p.m.	—	p.m.
Espagne	p.m.	655 744	655 744
France	p.m.	9 029 301	9 029 301
Croatie	p.m.	—	p.m.
Italie	p.m.	767 696	767 696
Chypre	—	—	—
Lettonie	p.m.	—	p.m.
Lituanie	p.m.	3 871 433	3 871 433
Luxembourg	—	—	—
Hongrie	p.m.	128 973	128 973
Malte	—	—	—
Pays-Bas	p.m.	2 930 016	2 930 016
Autriche	p.m.	—	p.m.
Pologne	p.m.	11 488 496	11 488 496
Portugal	p.m.	—	p.m.
Roumanie	p.m.	2 925 266	2 925 266
Slovénie	p.m.	—	p.m.
Slovaquie	p.m.	1 610 099	1 610 099
Finlande	p.m.	2 037 430	2 037 430
Suède	p.m.	2 888 956	2 888 956
Royaume-Uni	p.m.	1 512 340	1 512 340
<i>Total de l'article 119</i>	p.m.	56 000 000	56 000 000

**CHAPITRE 1 2 — DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS VISÉS À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT a), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM**

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
1 2	DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS VISÉS À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT a), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM			
<b>1 2 0</b>	<b>Droits de douane et autres droits visés à l'article 2, paragraphe 1, point a), de la décision 2007/436/CE, Euratom</b>	18 654 200 000	- 3 796 900 000	14 857 300 000
	<b>Chapitre 1 2 — Total</b>	<b>18 654 200 000</b>	<b>- 3 796 900 000</b>	<b>14 857 300 000</b>

**1 2 0 Droits de douane et autres droits visés à l'article 2, paragraphe 1, point a), de la décision 2007/436/CE, Euratom**

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
18 654 200 000	- 3 796 900 000	14 857 300 000

*Commentaires*

L'affectation des droits de douane en tant que ressources propres au financement des dépenses communes découle logiquement de la libre circulation des marchandises à l'intérieur de l'Union. Le présent article peut comprendre des prélèvements, des primes, des montants supplémentaires ou compensatoires, des montants ou éléments additionnels, des droits du tarif douanier commun et autres droits établis ou à établir par les institutions de l'Union européenne sur les échanges avec les pays tiers ainsi que des droits de douane sur les produits relevant du traité, arrivé à expiration, instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Les chiffres sont nets des frais de perception.

*Bases légales*

Décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17), et notamment son article 2, paragraphe 1, point a).

**CHAPITRE 1 2 — DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS VISÉS À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT a), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM (suite)**

**1 2 0 (suite)**

États membres	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
Belgique	1 871 900 000	- 519 534 975	1 352 365 025
Bulgarie	62 200 000	- 17 949 369	44 250 631
République tchèque	246 200 000	- 75 723 327	170 476 673
Danemark	373 500 000	- 83 412 531	290 087 469
Allemagne	3 780 400 000	- 735 599 012	3 044 800 988
Estonie	25 000 000	- 4 081 520	20 918 480
Irlande	217 100 000	- 28 744 284	188 355 716
Grèce	141 200 000	- 38 931 875	102 268 125
Espagne	1 221 600 000	- 247 281 563	974 318 437
France	2 034 500 000	- 505 305 470	1 529 194 530
Croatie	22 400 000	- 6 040 676	16 359 324
Italie	1 799 100 000	- 461 836 994	1 337 263 006
Chypre	24 800 000	- 10 317 975	14 482 025
Lettonie	26 800 000	- 3 646 640	23 153 360
Lituanie	55 000 000	- 8 693 279	46 306 721
Luxembourg	15 700 000	- 4 883 179	10 816 821
Hongrie	119 800 000	- 34 695 756	85 104 244
Malte	10 800 000	- 1 681 688	9 118 312
Pays-Bas	2 086 000 000	- 322 143 033	1 763 856 967
Autriche	239 900 000	- 78 005 268	161 894 732
Pologne	426 400 000	- 69 266 120	357 133 880
Portugal	136 500 000	- 25 471 144	111 028 856
Roumanie	124 700 000	2 151 809	126 851 809
Slovénie	81 800 000	- 24 318 877	57 481 123
Slovaquie	141 700 000	- 50 427 487	91 272 513
Finlande	169 600 000	- 39 976 940	129 623 060
Suède	552 600 000	- 115 010 428	437 589 572
Royaume-Uni	2 647 000 000	- 286 072 399	2 360 927 601
<i>Total de l'article 1 2 0</i>	18 654 200 000	- 3 796 900 000	14 857 300 000

**CHAPITRE 1 3 — RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT b), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM**

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
1 3	RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT b), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM			
1 3 0	<i>Ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée conformément à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision 2007/436/CE, Euratom</i>	15 063 857 425	- 383 805 175	14 680 052 250
	<b>Chapitre 1 3 — Total</b>	<b>15 063 857 425</b>	<b>- 383 805 175</b>	<b>14 680 052 250</b>

**1 3 0** *Ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée conformément à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision 2007/436/CE, Euratom*

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
15 063 857 425	- 383 805 175	14 680 052 250

*Commentaires*

Le taux uniforme valable pour tous les États membres appliqué à l'assiette harmonisée de la TVA, déterminée selon les règles de l'Union, est fixé à 0,30 %. L'assiette à prendre en compte à cet effet n'excède pas 50 % du RNB de chaque État membre. Pour la période 2007-2013 uniquement, le taux d'appel de la ressource propre TVA est fixé à 0,225 % pour l'Autriche, à 0,15 % pour l'Allemagne et à 0,10 % pour les Pays-Bas et la Suède.

*Bases légales*

Décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17), et notamment son article 2, paragraphe 1, point b), et son article 2, paragraphe 4.

**CHAPITRE 1 3 — RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT b), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM (suite)**

**1 3 0 (suite)**

États membres	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
Belgique	507 167 100	- 17 782 200	489 384 900
Bulgarie	57 164 100	1 084 200	58 248 300
République tchèque	203 719 800	- 10 308 300	193 411 500
Danemark	303 452 100	- 6 047 400	297 404 700
Allemagne	1 803 400 200	- 5 724 450	1 797 675 750
Estonie	24 685 200	331 800	25 017 000
Irlande	187 321 800	7 018 200	194 340 000
Grèce	261 990 000	- 62 346 900	199 643 100
Espagne	1 432 742 400	- 78 417 300	1 354 325 100
France	2 949 517 200	- 112 910 100	2 836 607 100
Croatie	33 908 400	- 1 720 650	32 187 750
Italie	1 986 511 800	- 56 557 500	1 929 954 300
Chypre	26 485 350	- 2 548 500	23 936 850
Lettonie	21 768 300	1 676 100	23 444 400
Lituanie	36 546 300	3 361 200	39 907 500
Luxembourg	48 788 250	522 600	49 310 850
Hongrie	120 115 200	- 2 008 800	118 106 400
Malte	9 308 700	514 350	9 823 050
Pays-Bas	273 970 400	- 14 901 600	259 068 800
Autriche	320 816 475	4 369 725	325 186 200
Pologne	573 392 100	- 5 574 600	567 817 500
Portugal	234 528 000	- 3 707 100	230 820 900
Roumanie	151 729 800	- 1 118 400	150 611 400
Slovénie	53 463 750	- 1 502 850	51 960 900
Slovaquie	76 974 000	- 1 104 000	75 870 000
Finlande	283 110 000	244 200	283 354 200
Suède	184 812 800	5 507 300	190 320 100
Royaume-Uni	2 896 467 900	- 24 154 200	2 872 313 700
<i>Total de l'article 1 3 0</i>	15 063 857 425	- 383 805 175	14 680 052 250

**CHAPITRE 1 4 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT c), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM**

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
1 4	RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT c), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM			
1 4 0	<i>Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément à l'article 2, paragraphe 1, point c), de la décision 2007/436/CE, Euratom</i>	103 787 894 839	3 109 705 175	106 897 600 014
	<b>Chapitre 1 4 — Total</b>	<b>103 787 894 839</b>	<b>3 109 705 175</b>	<b>106 897 600 014</b>

**1 4 0** *Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément à l'article 2, paragraphe 1, point c), de la décision 2007/436/CE, Euratom*

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
103 787 894 839	3 109 705 175	106 897 600 014

*Commentaires*

La ressource RNB est une ressource «complémentaire» destinée à fournir les recettes nécessaires à la couverture, lors d'un exercice particulier, des dépenses excédant le montant perçu grâce aux ressources propres traditionnelles, aux versements au titre de la TVA et aux autres recettes. De manière implicite, la ressource RNB assure toujours l'équilibre ex ante du budget général de l'Union européenne.

Le taux d'appel de la ressource RNB est déterminé de façon à dégager le supplément de recettes nécessaire pour financer les dépenses budgétaires non couvertes par les autres ressources (versements au titre de la TVA, ressources propres traditionnelles et autres recettes). Un taux d'appel est donc appliqué au RNB de chacun des États membres.

Le taux à appliquer au RNB des États membres pour l'exercice s'élève à 0,8133 %.

*Bases légales*

Décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17), et notamment son article 2, paragraphe 1, point c).

**CHAPITRE 14 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT c), DE LA DÉCISION 2007/436/CE, EURATOM (suite)**

**140 (suite)**

États membres	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
Belgique	3 077 210 060	76 445 226	3 153 655 286
Bulgarie	312 412 267	11 257 262	323 669 529
République tchèque	1 152 838 078	6 999 764	1 159 837 842
Danemark	2 016 633 448	66 104 483	2 082 737 931
Allemagne	21 399 797 643	972 157 364	22 371 955 007
Estonie	130 863 488	9 125 257	139 988 745
Irlande	996 348 858	93 124 946	1 089 473 804
Grèce	1 544 915 810	- 62 939 966	1 481 975 844
Espagne	8 084 999 095	319 847 394	8 404 846 489
France	16 645 095 829	425 655 437	17 070 751 266
Croatie	175 084 644	- 553 169	174 531 475
Italie	12 528 566 603	157 246 564	12 685 813 167
Chypre	136 756 028	- 6 963 367	129 792 661
Lettonie	171 445 955	19 852 612	191 298 567
Lituanie	258 802 392	11 131 923	269 934 315
Luxembourg	251 916 145	15 461 829	267 377 974
Hongrie	789 222 366	- 16 882 057	772 340 309
Malte	48 065 094	5 198 381	53 263 475
Pays-Bas	4 851 498 867	117 400 068	4 968 898 935
Autriche	2 464 238 763	124 970 257	2 589 209 020
Pologne	3 054 521 303	82 418 132	3 136 939 435
Portugal	1 268 190 276	29 166 997	1 297 357 273
Roumanie	1 112 035 648	15 435 159	1 127 470 807
Slovénie	276 057 899	5 689 428	281 747 327
Slovaquie	567 906 689	21 519 819	589 426 508
Finlande	1 610 084 605	13 974 345	1 624 058 950
Suède	3 280 353 975	262 747 616	3 543 101 591
Royaume-Uni	15 582 033 011	334 113 471	15 916 146 482
<i>Article 140 — Total</i>	103 787 894 839	3 109 705 175	106 897 600 014

**CHAPITRE 1 5 — CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES**

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
1 5	CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES			
<b>1 5 0</b>	<b>Correction des déséquilibres budgétaires accordée au Royaume-Uni conformément aux articles 4 et 5 de la décision 2007/436/CE, Euratom</b>	0	0	0
	<b>Chapitre 1 5 — Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**1 5 0** *Correction des déséquilibres budgétaires accordée au Royaume-Uni conformément aux articles 4 et 5 de la décision 2007/436/CE, Euratom*

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
0	0	0

*Commentaires*

Le mécanisme de correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni (correction britannique) a été institué par le Conseil européen de Fontainebleau, en juin 1984, et par la décision relative aux ressources propres de 1985 qui en a résulté. Le but de ce mécanisme est de réduire le déséquilibre budgétaire du Royaume-Uni au moyen d'une réduction de ses versements à l'Union.

*Bases légales*

Décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17), et notamment ses articles 4 et 5.

## CHAPITRE 15 — CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES (suite)

## 1 5 0 (suite)

États membres	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
Belgique	202 726 774	27 890 889	230 617 663
Bulgarie	20 581 738	3 087 276	23 669 014
République tchèque	75 949 038	8 866 539	84 815 577
Danemark	132 855 926	19 448 657	152 304 583
Allemagne	247 004 771	37 705 733	284 710 504
Estonie	8 621 294	1 615 677	10 236 971
Irlande	65 639 520	14 030 539	79 670 059
Grèce	101 779 142	6 593 452	108 372 594
Espagne	532 640 201	81 981 841	614 622 042
France	1 096 579 862	151 754 658	1 248 334 520
Croatie	11 534 586	1 228 394	12 762 980
Italie	825 382 682	102 294 035	927 676 717
Chypre	9 009 495	481 866	9 491 361
Lettonie	11 294 869	2 694 240	13 989 109
Lituanie	17 049 916	2 689 597	19 739 513
Luxembourg	16 596 250	2 956 326	19 552 576
Hongrie	51 994 014	4 484 992	56 479 006
Malte	3 166 531	728 472	3 895 003
Pays-Bas	55 997 883	7 237 436	63 235 319
Autriche	28 443 200	4 507 653	32 950 853
Pologne	201 232 038	28 163 243	229 395 281
Portugal	83 548 448	11 323 526	94 871 974
Roumanie	73 260 972	9 187 697	82 448 669
Slovénie	18 186 710	2 416 655	20 603 365
Slovaquie	37 413 725	5 689 326	43 103 051
Finlande	106 072 466	12 690 254	118 762 720
Suède	37 863 119	7 227 185	45 090 304
Royaume-Uni	- 4 072 425 170	- 558 976 158	- 4 631 401 328
<i>Total de l'article 1 5 0</i>	0	0	0

**CHAPITRE 1 6 — RÉDUCTION BRUTE DE LA CONTRIBUTION RNB ANNUELLE ACCORDÉE AUX PAYS-BAS ET À LA SUÈDE**

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
1 6	RÉDUCTION BRUTE DE LA CONTRIBUTION RNB ANNUELLE ACCORDÉE AUX PAYS-BAS ET À LA SUÈDE			
1 6 0	<i>Réduction brute de la contribution RNB annuelle accordée aux Pays-Bas et à la Suède conformément à l'article 2, paragraphe 5, de la décision 2007/436/CE, Euratom</i>	0	0	0
	<b>Chapitre 1 6 — Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**1 6 0 Réduction brute de la contribution RNB annuelle accordée aux Pays-Bas et à la Suède conformément à l'article 2, paragraphe 5, de la décision 2007/436/CE, Euratom**

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
0	0	0

*Commentaires*

Pour la période 2007-2013 uniquement, les Pays-Bas bénéficient d'une réduction brute de 605 000 000 EUR de leur contribution annuelle calculée en fonction du RNB, et la Suède bénéficie d'une réduction brute de 150 000 000 EUR de sa contribution annuelle calculée en fonction du RNB, aux prix de 2004. Ces montants sont ajustés aux prix courants.

*Bases légales*

Règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil du 22 mai 2000 portant application de la décision 2007/436/CE, Euratom relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 130 du 31.5.2000, p. 1), et notamment son article 10, paragraphe 9.

Décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17), et notamment son article 2, paragraphe 5.

**CHAPITRE 16 — RÉDUCTION BRUTE DE LA CONTRIBUTION RNB ANNUELLE ACCORDÉE AUX PAYS-BAS ET À LA SUÈDE (suite)**
**1 6 0 (suite)**

États membres	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
Belgique	25 663 158	- 127 567	25 535 591
Bulgarie	2 605 440	15 358	2 620 798
République tchèque	9 614 380	- 223 010	9 391 370
Danemark	16 818 216	46 007	16 864 223
Allemagne	178 468 928	2 679 944	181 148 872
Estonie	1 091 369	42 140	1 133 509
Irlande	8 309 299	512 324	8 821 623
Grèce	12 884 209	- 884 442	11 999 767
Espagne	67 426 858	628 368	68 055 226
France	138 815 911	- 591 632	138 224 279
Croatie	1 460 162	- 46 956	1 413 206
Italie	104 485 093	- 1 766 276	102 718 817
Chypre	1 140 511	- 89 562	1 050 949
Lettonie	1 429 816	119 155	1 548 971
Lituanie	2 158 347	27 349	2 185 696
Luxembourg	2 100 917	64 080	2 164 997
Hongrie	6 581 916	- 328 168	6 253 748
Malte	400 851	30 431	431 282
Pays-Bas	- 653 138 109	- 226 403	- 653 364 512
Autriche	20 551 131	414 059	20 965 190
Pologne	25 473 939	- 73 698	25 400 241
Portugal	10 576 388	- 71 503	10 504 885
Roumanie	9 274 098	- 144 808	9 129 290
Slovénie	2 302 253	- 20 905	2 281 348
Slovaquie	4 736 199	36 470	4 772 669
Finlande	13 427 701	- 277 467	13 150 234
Suède	- 144 609 216	1 331 666	- 143 277 550
Royaume-Uni	129 950 235	- 1 074 954	128 875 281
<i>Total de l'article 1 6 0</i>	0	0	0

**TITRE 3**  
**EXCÉDENTS, SOLDES ET AJUSTEMENTS**

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
3 0	EXCÉDENT DISPONIBLE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	1 057 276 526		1 057 276 526
3 1	SOLDES ET AJUSTEMENT DE SOLDES, FONDÉS SUR LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE RELATIVE AUX EXERCICES ANTÉRIEURS RÉSULTANT DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 10, PARAGRAPHES 4, 5 ET 8, DU RÈGLEMENT (CE, EURATOM) N° 1150/2000	p.m.		p.m.
3 2	SOLDES ET AJUSTEMENTS DE SOLDES, FONDÉS SUR LE REVENU/PRODUIT NATIONAL BRUT, RELATIFS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS RÉSULTANT DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 10, PARAGRAPHES 6, 7 ET 8, DU RÈGLEMENT (CE, EURATOM) N° 1150/2000	p.m.		p.m.
3 4	AJUSTEMENT RELATIF À LA NON-PARTICIPATION DE CERTAINS ÉTATS MEMBRES À CERTAINES POLITIQUES RELEVANT DE L'ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE	p.m.		p.m.
3 5	RÉSULTAT DU CALCUL DÉFINITIF DU FINANCEMENT DE LA CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI		0	p.m.
3 6	RÉSULTAT DES ACTUALISATIONS INTERMÉDIAIRES DU CALCUL DU FINANCEMENT DE LA CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI	p.m.		p.m.
<b>Titre 3 — Total</b>		<b>1 057 276 526</b>		<b>1 057 276 526</b>

## TITRE 3

## EXCÉDENTS, SOLDES ET AJUSTEMENTS

## CHAPITRE 3 5 — RÉSULTAT DU CALCUL DÉFINITIF DU FINANCEMENT DE LA CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
3 5	RÉSULTAT DU CALCUL DÉFINITIF DU FINANCEMENT DE LA CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI			
<b>3 5 0</b>	<b>Résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni</b>			
3 5 0 4	Résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni	0	0	p.m.
	<i>Article 3 5 0 — Sous-total</i>	0	0	p.m.
	<b>Chapitre 3 5 — Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>p.m.</b>

**3 5 0** *Résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni*

## 3 5 0 4 Résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
p.m.	0	p.m.

*Commentaires*

Résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni.

Les chiffres correspondent au résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de la correction pour l'exercice 2009.

*Bases légales*

Décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil du 29 septembre 2000 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 253 du 7.10.2000, p. 42), et notamment ses articles 4 et 5.

Décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 163 du 23.6.2007, p. 17), et notamment ses articles 4 et 5.

**CHAPITRE 3 5 — RÉSULTAT DU CALCUL DÉFINITIF DU FINANCEMENT DE LA CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI (suite)**

3 5 0 (suite)

3 5 0 4 (suite)

États membres	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
Belgique	p.m.	- 1 560 520	- 1 560 520
Bulgarie	p.m.	347 361	347 361
République tchèque	p.m.	638 761	638 761
Danemark	p.m.	- 2 771 664	- 2 771 664
Allemagne	p.m.	- 5 926 083	- 5 926 083
Estonie	p.m.	- 102 455	- 102 455
Irlande	p.m.	- 1 276 162	- 1 276 162
Grèce	p.m.	- 11 973 529	- 11 973 529
Espagne	p.m.	- 19 472 383	- 19 472 383
France	p.m.	- 44 165 819	- 44 165 819
Croatie	—	—	—
Italie	p.m.	- 25 357 823	- 25 357 823
Chypre	p.m.	- 337 011	- 337 011
Lettonie	p.m.	85 188	85 188
Lituanie	p.m.	- 214 388	- 214 388
Luxembourg	p.m.	- 694 287	- 694 287
Hongrie	p.m.	- 2 506 364	- 2 506 364
Malte	p.m.	7 989	7 989
Pays-Bas	p.m.	- 2 758 821	- 2 758 821
Autriche	p.m.	- 712 461	- 712 461
Pologne	p.m.	- 3 037 695	- 3 037 695
Portugal	p.m.	- 244 526	- 244 526
Roumanie	p.m.	23 753	23 753
Slovénie	p.m.	- 485 496	- 485 496
Slovaquie	p.m.	- 1 338 212	- 1 338 212
Finlande	p.m.	- 1 122 623	- 1 122 623
Suède	p.m.	2 136 996	2 136 996
Royaume-Uni	p.m.	122 818 274	122 818 274
<i>Total du poste 3 5 0 4</i>	p.m.	0	0

## TITRE 6

## CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS ET PROGRAMMES DE L'UNION

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
6 0	CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES DE L'UNION	p.m.		p.m.
6 1	REMBOURSEMENT DE DÉPENSES DIVERSES	p.m.		p.m.
6 2	RECETTES DE SERVICES FOURNIS À TITRE ONÉREUX	p.m.		p.m.
6 3	CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS SPÉCIFIQUES	p.m.		p.m.
6 5	CORRECTIONS FINANCIÈRES	p.m.		p.m.
6 6	AUTRES CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS	60 000 000		60 000 000
6 7	RECETTES CONCERNANT LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE DE GARANTIE ET LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL	p.m.		p.m.
6 8	MONTANTS TEMPORAIRES AU TITRE DE LA RESTRUCTURATION	p.m.		p.m.
<b>Titre 6 — Total</b>		<b>60 000 000</b>		<b>60 000 000</b>

## TITRE 6

## CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS ET PROGRAMMES DE L'UNION

## CHAPITRE 6 3 — CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS SPÉCIFIQUES

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
6 3	CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS SPÉCIFIQUES			
6 3 0	<i>Contributions des États membres de l'Association européenne de libre-échange dans le cadre de l'accord sur l'Espace économique européen — Recettes affectées</i>	p.m.		p.m.
6 3 1	<i>Contributions dans le cadre de l'acquis de Schengen</i>			
6 3 1 1	Contributions aux frais administratifs découlant de l'accord conclu avec l'Islande et la Norvège — Recettes affectées	p.m.		p.m.
6 3 1 2	Contributions pour le développement des systèmes d'information à grande échelle dans le cadre de l'accord conclu avec l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein — Recettes affectées	p.m.		p.m.
6 3 1 3	Autres contributions dans le cadre de l'acquis de Schengen (Islande, Norvège, Suisse et Liechtenstein) — Recettes affectées	p.m.		p.m.
	<i>Article 6 3 1 — Sous-total</i>	p.m.		p.m.
6 3 2	<i>Contributions du Fonds européen de développement aux dépenses d'appui administratif communes — Recettes affectées</i>	p.m.		p.m.
6 3 3	<i>Contributions à certains programmes d'aide extérieure</i>			
6 3 3 0	Contributions des États membres relatives à certains programmes d'aide extérieure financés par l'Union et gérés pour leur compte par la Commission — Recettes affectées	p.m.		p.m.
6 3 3 1	Contributions des pays tiers relatives à certains programmes d'aide extérieure financés par l'Union et gérés pour leur compte par la Commission — Recettes affectées	p.m.		p.m.
6 3 3 2	Contributions des organisations internationales relatives à certains programmes d'aide extérieure financés par l'Union et gérés pour leur compte par la Commission — Recettes affectées	p.m.		p.m.
	<i>Article 6 3 3 — Sous-total</i>	p.m.		p.m.
6 3 4	<i>Contributions des fonds fiduciaires et des instruments financiers — Recettes affectées</i>			
6 3 4 0	Contributions des fonds fiduciaires aux coûts de gestion de la Commission — Recettes affectées	p.m.		p.m.
	<i>Article 6 3 4 — Sous-total</i>	p.m.		p.m.
	<b>Chapitre 6 3 — Total</b>	<b>p.m.</b>		<b>p.m.</b>

**CHAPITRE 6 3 — CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS SPÉCIFIQUES (suite)****6 3 4 Contributions des fonds fiduciaires et des instruments financiers — Recettes affectées***Commentaires**Nouvel article***6 3 4 0 Contributions des fonds fiduciaires aux coûts de gestion de la Commission — Recettes affectées**

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
p.m.	p.m.	p.m.

*Commentaires**Nouveau poste*

Ce poste est destiné à accueillir les frais de gestion que la Commission est autorisée à prélever à hauteur d'un maximum de 5 % des montants placés dans le fonds fiduciaire pour couvrir ses frais de gestion dus au cours des années lors desquelles les contributions ont commencé à être utilisées.

Conformément aux dispositions de l'article 21, paragraphe 2, point b), du règlement financier, ces frais de gestion sont assimilés à des recettes affectées pendant la durée du fonds fiduciaire.

*Bases légales*

Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1), et notamment son article 187, paragraphe 7.

Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1), et notamment son article 259.

**TITRE 7**  
**INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES**

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
7 0	INTÉRÊTS DE RETARD	23 000 000	127 000 000	150 000 000
7 1	AMENDES	390 000 000	1 102 000 000	1 492 000 000
7 2	INTÉRÊTS SUR LES DÉPÔTS ET LES AMENDES	p.m.		p.m.
<b>Titre 7 — Total</b>		<b>413 000 000</b>	<b>1 229 000 000</b>	<b>1 642 000 000</b>

**TITRE 7**  
**INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES**

**CHAPITRE 7 0 — INTÉRÊTS DE RETARD**

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
7 0	INTÉRÊTS DE RETARD			
7 0 0	<b>Intérêts de retard</b>			
7 0 0 0	Intérêts exigibles à la suite des inscriptions tardives aux comptes auprès des Trésors des États membres	5 000 000		5 000 000
7 0 0 1	Autres intérêts de retard	3 000 000		3 000 000
	<i>Article 7 0 0 — Sous-total</i>	8 000 000		8 000 000
7 0 1	<b>Intérêts de retard et autres intérêts sur les amendes</b>	15 000 000	127 000 000	142 000 000
	<b>Chapitre 7 0 — Total</b>	<b>23 000 000</b>	<b>127 000 000</b>	<b>150 000 000</b>

**7 0 1 Intérêts de retard et autres intérêts sur les amendes**

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
15 000 000	127 000 000	142 000 000

*Commentaires*

Cet article est destiné à accueillir l'intérêt accumulé sur les comptes bancaires spéciaux qui reçoivent le paiement des amendes et les intérêts de retard liés aux amendes.

*Bases légales*

Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité (JO L 1 du 4.1.2003, p. 1).

Règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises (JO L 24 du 29.1.2004, p. 1), et notamment ses articles 14 et 15.

Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1), et notamment son article 78, paragraphe 4.

Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1), et notamment son article 83.

## CHAPITRE 7 1 — AMENDES

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
7 1	AMENDES			
7 1 0	<i>Amendes, astreintes et sanctions</i>	370 000 000	1 102 000 000	1 472 000 000
7 1 2	<i>Astreintes et sommes forfaitaires imposées aux États membres en cas d'inexécution d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne en constatation de manquement aux obligations découlant du traité</i>	20 000 000		20 000 000
	<b>Chapitre 7 1 — Total</b>	<b>390 000 000</b>	<b>1 102 000 000</b>	<b>1 492 000 000</b>

## 7 1 0

*Amendes, astreintes et sanctions*

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
370 000 000	1 102 000 000	1 472 000 000

*Commentaires*

La Commission peut infliger aux entreprises et aux associations d'entreprises des amendes, des astreintes ou des sanctions lorsqu'elles ne respectent pas les interdictions édictées ou n'exécutent pas les obligations imposées par les règlements cités ci-après ou par les articles 101 et 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les amendes sont payables normalement dans les trois mois suivant la notification de la décision de la Commission. Toutefois, la Commission ne procède pas au recouvrement de la créance lorsqu'un recours a été introduit devant la Cour de justice de l'Union européenne par l'entreprise; celle-ci doit accepter que sa créance produise des intérêts à compter de la date d'expiration du délai prévu pour le paiement et fournir à la Commission, au plus tard à la date d'expiration du délai de paiement, une garantie bancaire couvrant la dette tant en principal qu'en intérêts ou majorations.

*Bases légales*

Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité (JO L 1 du 4.1.2003, p. 1).

Règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises (JO L 24 du 29.1.2004, p. 1), et notamment ses articles 14 et 15.

Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1).

Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).

*SECTION III*  
**COMMISSION**

COMMISSION

**RECETTES**

Titre	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
4	RECETTES PROVENANT DES PERSONNES LIÉES AUX INSTITUTIONS ET AUTRES ORGANISMES DE L'UNION	956 847 713		956 847 713
5	RECETTES PROVENANT DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF DE L'INSTITUTION	52 400 000		52 400 000
6	CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS ET PROGRAMMES DE L'UNION	60 000 000		60 000 000
7	INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	413 000 000	1 229 000 000	1 642 000 000
8	EMPRUNTS ET PRÊTS	3 696 000		3 696 000
9	RECETTES DIVERSES	30 000 000		30 000 000
<b>Total</b>		<b>1 515 943 713</b>	<b>1 229 000 000</b>	<b>2 744 943 713</b>

## TITRE 6

## CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS ET PROGRAMMES DE L'UNION

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
6 0	CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES DE L'UNION	p.m.		p.m.
6 1	REMBOURSEMENT DE DÉPENSES DIVERSES	p.m.		p.m.
6 2	RECETTES DE SERVICES FOURNIS À TITRE ONÉREUX	p.m.		p.m.
6 3	CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS SPÉCIFIQUES	p.m.		p.m.
6 5	CORRECTIONS FINANCIÈRES	p.m.		p.m.
6 6	AUTRES CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS	60 000 000		60 000 000
6 7	RECETTES CONCERNANT LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE DE GARANTIE ET LE FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL	p.m.		p.m.
6 8	MONTANTS TEMPORAIRES AU TITRE DE LA RESTRUCTURATION	p.m.		p.m.
<b>Titre 6 — Total</b>		<b>60 000 000</b>		<b>60 000 000</b>

COMMISSION

## TITRE 6

## CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS ET PROGRAMMES DE L'UNION

## CHAPITRE 6 3 — CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS SPÉCIFIQUES

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
6 3	CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS SPÉCIFIQUES			
6 3 0	<i>Contributions des États membres de l'Association européenne de libre-échange dans le cadre de l'accord sur l'Espace économique européen — Recettes affectées</i>	p.m.		p.m.
6 3 1	<i>Contributions dans le cadre de l'acquis de Schengen</i>			
6 3 1 2	Contributions pour le développement des systèmes d'information à grande échelle dans le cadre de l'accord conclu avec l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein — Recettes affectées	p.m.		p.m.
6 3 1 3	Autres contributions dans le cadre de l'acquis de Schengen (Islande, Norvège, Suisse et Liechtenstein) — Recettes affectées	p.m.		p.m.
	<i>Article 6 3 1 — Sous-total</i>	p.m.		p.m.
6 3 2	<i>Contribution du Fonds européen de développement aux dépenses d'appui administratif communes — Recettes affectées</i>	p.m.		p.m.
6 3 3	<i>Contributions à certains programmes d'aide extérieure</i>			
6 3 3 0	Contributions des États membres relatives à certains programmes d'aide extérieure financés par l'Union et gérés pour leur compte par la Commission — Recettes affectées	p.m.		p.m.
6 3 3 1	Contributions des pays tiers relatives à certains programmes d'aide extérieure financés par l'Union et gérés pour leur compte par la Commission — Recettes affectées	p.m.		p.m.
6 3 3 2	Contributions des organisations internationales relatives à certains programmes d'aide extérieure financés par l'Union et gérés pour leur compte par la Commission — Recettes affectées	p.m.		p.m.
	<i>Article 6 3 3 — Sous-total</i>	p.m.		p.m.
6 3 4	<i>Contributions des fonds fiduciaires et des instruments financiers — Recettes affectées</i>			
6 3 4 0	Contributions des fonds fiduciaires aux coûts de gestion de la Commission — Recettes affectées	p.m.		p.m.
	<i>Article 6 3 4 — Sous-total</i>	p.m.		p.m.
	<b>Chapitre 6 3 — Total</b>	<b>p.m.</b>		<b>p.m.</b>

**CHAPITRE 6 3 — CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS SPÉCIFIQUES** *(suite)***6 3 4 Contributions des fonds fiduciaires et des instruments financiers — Recettes affectées***Commentaires**Nouvel article***6 3 4 0 Contributions des fonds fiduciaires aux coûts de gestion de la Commission — Recettes affectées**

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
	p.m.	p.m.

*Commentaires**Nouveau poste*

Ce poste est destiné à accueillir les frais de gestion que la Commission est autorisée à prélever à hauteur d'un maximum de 5 % des montants placés dans le fonds fiduciaire pour couvrir ses frais de gestion dus au cours des années lors desquelles les contributions ont commencé à être utilisées.

Conformément aux dispositions de l'article 21, paragraphe 2, point b), du règlement financier, ces frais de gestion sont assimilés à des recettes affectées pendant la durée du fonds fiduciaire.

*Bases légales*

Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1), et notamment son article 187, paragraphe 7.

Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1), et notamment son article 259.

COMMISSION

**TITRE 7**  
**INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES**

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
7 0	INTÉRÊTS DE RETARD	23 000 000	127 000 000	150 000 000
7 1	AMENDES	390 000 000	1 102 000 000	1 492 000 000
7 2	INTÉRÊTS SUR LES DÉPÔTS ET LES AMENDES	p.m.		p.m.
<b>Titre 7 — Total</b>		<b>413 000 000</b>	<b>1 229 000 000</b>	<b>1 642 000 000</b>

## TITRE 7

## INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES

## CHAPITRE 70 — INTÉRÊTS DE RETARD

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
7 0	INTÉRÊTS DE RETARD			
<b>7 0 0</b>	<b>Intérêts de retard</b>			
7 0 0 0	Intérêts exigibles à la suite des inscriptions tardives aux comptes auprès des Trésors des États membres	5 000 000		5 000 000
7 0 0 1	Autres intérêts de retard	3 000 000		3 000 000
	<i>Article 7 0 0 — Sous-total</i>	8 000 000		8 000 000
<b>7 0 1</b>	<b>Intérêts de retard et autres intérêts sur les amendes</b>	15 000 000	127 000 000	142 000 000
	<b>Chapitre 7 0 — Total</b>	<b>23 000 000</b>	<b>127 000 000</b>	<b>150 000 000</b>

## 7 0 1

*Intérêts de retard et autres intérêts sur les amendes*

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
15 000 000	127 000 000	142 000 000

*Commentaires*

Cet article est destiné à accueillir l'intérêt accumulé sur les comptes spéciaux qui reçoivent le paiement des amendes et les intérêts de retard liés aux amendes.

*Bases légales*

Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité (JO L 1 du 4.1.2003, p. 1).

Règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises («le règlement CE sur les concentrations») (JO L 24 du 29.1.2004, p. 1), et notamment ses articles 14 et 15.

Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1), et notamment son article 78, paragraphe 4.

Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1), et notamment son article 83.

## COMMISSION

## CHAPITRE 7 1 — AMENDES

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
7 1	AMENDES			
7 1 0	<i>Amendes, astreintes et sanctions</i>	370 000 000	1 102 000 000	1 472 000 000
7 1 1	<i>Primes sur les émissions excédentaires pour les voitures particulières neuves</i>	p.m.		p.m.
7 1 2	<i>Astreintes et sommes forfaitaires imposées aux États membres en cas d'inexécution d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne en constatation de manquement aux obligations découlant du traité</i>	20 000 000		20 000 000
	<b>Chapitre 7 1 — Total</b>	<b>390 000 000</b>	<b>1 102 000 000</b>	<b>1 492 000 000</b>

## 7 1 0

*Amendes, astreintes et sanctions*

Budget 2013	Budget rectificatif n° 6/2013	Nouveau montant
370 000 000	1 102 000 000	1 472 000 000

*Commentaires*

La Commission peut infliger aux entreprises et aux associations d'entreprises des amendes, des astreintes ou des sanctions lorsqu'elles ne respectent pas les interdictions édictées ou n'exécutent pas les obligations imposées par les règlements mentionnés ci-après ou par les articles 101 et 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les amendes sont payables normalement dans les trois mois suivant la notification de la décision de la Commission. Toutefois, la Commission ne procède pas au recouvrement de la créance si l'entreprise a introduit un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne; ladite entreprise doit accepter que sa créance produise des intérêts à compter de la date d'expiration du délai prévu pour le paiement et fournir à la Commission, au plus tard à la date d'expiration du délai de paiement, une garantie bancaire couvrant la dette tant en principal qu'en intérêts ou majorations.

*Bases légales*

Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité (JO L 1 du 4.1.2003, p. 1).

Règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises («le règlement CE sur les concentrations») (JO L 24 du 29.1.2004, p. 1), et notamment ses articles 14 et 15.

Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1).

Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).



EUR-Lex (<http://new.eur-lex.europa.eu>) offre un accès direct et gratuit au droit de l'Union européenne. Ce site permet de consulter le *Journal officiel de l'Union européenne* et inclut également les traités, la législation, la jurisprudence et les actes préparatoires de la législation.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne, consultez: <http://europa.eu>



Office des publications de l'Union européenne  
2985 Luxembourg  
LUXEMBOURG

FR